

LA PRESSE EN REVUE...



JEUDI 28 MAI 2015

SOMMAIRE

- 1) Ni l'un, ni l'autre pas content...
- 2) Ma façon à moi de faire de la politique
- 3) Un ripou en correctionnelle
- 4) Paroles paroles...du Bourget
- 5) Dérapage...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Mélenchon à Dufflot : «Qu'ai-je fait pour mériter cette vilénie de ta part ?»



Jean-Luc Mélenchon en avril 2010 à Paris et Cécile Dufflot en mai 2010 à Paris. (Photos François Guillot et Olivier Laban-Mattei. AFP)

Après avoir été accusé de faire preuve de «nationalisme étroit» par la députée écologiste, le leader du Parti de gauche réplique dans une tribune dans «l'Humanité».

Duflot-Mélenchon, deuxième round. Après que, dans une tribune publiée dans Libération, Cécile Duflot a critiqué le «nationalisme étroit» dont l'ancien sénateur ferait preuve, Jean-Luc Mélenchon riposte. «Ton Hareng, Jean-Luc, me reste en travers de la gorge», lui avait-elle lancé – référence au Hareng de Bismarck, dernier ouvrage de Mélenchon. Et lui de répondre ce matin dans L'Humanité : «Puisque tu dénonces les "invectives" et les "injures", quoiqu'il ne s'en trouve nulle part dans mon livre, pourquoi m'offenser aussi gravement en me comparant à Déroutède, l'un des fondateurs de l'extrême droite française ? Je lave l'affront en te parlant depuis le journal de Jean Jaurès, figure tutélaire de ma gauche, que Déroutède voulait voir mort et qu'il provoqua même en duel.» Doucement, Mélenchon, ne va tout de même pas nous sortir ton fleuret...

Le leader du Parti de gauche poursuit en affirmant que Cécile Duflot raconte pour ainsi dire n'importe quoi sur son bouquin. «Aucune des thèses que tu m'attribues ne se trouve dans mon livre. Ainsi, il n'est pas vrai que je présente les Allemands comme un "bloc compact" qui nous serait entièrement opposé. Au contraire. L'origine de classe de la politique de Mme Merkel est clairement décrite [...] Finalement, tes critiques ne s'adressent ni à mon livre ni à moi mais à ma caricature que répètent avec lourdeur les griots du système.»

«Comme Cyrano, je n'abdique pas l'honneur d'être leur cible»

Déjà hier soir, sur la plateau du Grand Journal, Jean-Luc Mélenchon avait estimé que la députée de Paris «n'était pas obligée d'être aussi agressive pour m'annoncer sa rupture avec moi. Je ne suis pas sûr qu'ils lui ont donné le bon exemplaire puisque tout ce qu'elle me reproche, ce n'est pas ce que je dis».

Dans sa réponse de ce matin, Jean-Luc Mélenchon continue, en se victimant un chouïa au passage, et avec grandiloquence (ça ne coûte pas plus cher et ça en jette quand même pas mal) : «Qu'ai-je fait pour mériter cette vilénie de ta part ? [...] Ceux qui m'ostracisent ne font que tracer une frontière de caste. Dès lors, comme

Cyrano, je n'abdique pas l'honneur d'être leur cible.»

Sur l'écologie, Jean-Luc Mélenchon accuse ensuite Duflot de vouloir «privatiser» le sujet pour le seul bénéfice d'EE-LV : «Pour [certains commentateurs], tu fais mourir l'espoir d'un autre chemin à gauche. Nous étions d'accord pour dire qu'il fallait imaginer un nouveau mouvement citoyen animé et contrôlé par lui-même. [...] La formule vient de triompher en Espagne. Mais tu as changé d'avis sans crier gare et en ouvrant le feu. Tu préfères les listes solitaires de ton parti. C'est une faute. Calculer en cynique que le "sommet climat" va améliorer les résultats est une privatisation étroite d'un tel thème.»

«La convergence se fera»

Il se réjouit ensuite que l'attitude qu'il attribue à l'écologiste ne soit pas partagée par les militants et met en garde contre la désunion : «Sur le terrain, heureusement, ce sectarisme n'est pas suivi. Partout nos amis respectifs dialoguent sans s'offenser et souvent ils s'accordent pour impulser les convergences citoyennes en vue des régionales. Ils auront le dernier mot. La convergence se fera. Avec toi et avec plaisir, ou sans toi, hélas, mais non moins résolument. Rassembler n'est pas normaliser. Je n'exige pas de toi que tu aimes notre patrie républicaine à ma façon. [...] Chaque peuple apporte sa contribution à l'humanité universelle. Je suis fier de la nôtre. De ton côté, ne me demande pas de te ressembler pour nous rassembler. La rage brune gagne en Europe. Le sectarisme nous tuerait tous.»

Le leader politique conclut son texte en revenant sur le cas allemand et sur sa vision des relations entre les peuples d'Europe. «La France ne peut se diriger avec naïveté sur la scène mondiale. Répliquer à la politique allemande assumée par le PS et la droite de ce pays et du nôtre au cri de "vive l'Europe" est une futilité. C'est se couper des millions d'Européens qui n'en peuvent plus de cette imposture. Mais aussi des syndicalistes allemands qui la critiquent durement. [...] L'Europe actuelle n'existe que et par les traités que tu condamnes toi aussi. Demain au pouvoir nous devons leur désobéir et fonder une tout autre Europe où la violence que subit le peuple grec ne sera plus possible. Une union libre de peuples libres.»



II) Vincent Lindon : "Ce film, c'est ma façon de faire de la politique"

Par Pascal Merigeau

Dans "La Loi du marché", le film de Stéphane Brizé dont il est aussi le coproducteur, Vincent Lindon joue un chômeur devenu vigile. Il a obtenu le Prix d'interprétation masculine à Cannes. Entretien.



Vincent Lindon (Philippe Quaisse pour L'Obs)

➤ **Vincent Lindon a reçu le Prix d'interprétation masculine dimanche 24 mai au 68e Festival de Cannes.**

➤ **L'acteur y incarne un chômeur de longue durée. A la veille du festival, il racontait à "L'Obs" la genèse du film et l'intense préparation du rôle. Interview.**

Au chômage depuis vingt mois, Thierry, 51 ans, cherche désespérément un travail, quel qu'il soit. Il va de déceptions en humiliations, et finit par accepter un emploi de vigile dans un hypermarché, où il est chargé de la surveillance des clients et des employés, grâce à des caméras qui captent en permanence leurs moindres gestes.

Il découvre alors une cruauté qu'il n'avait fait qu'approcher : un retraité est remis à la police pour avoir "oublié" de payer un steak haché et une caissière est renvoyée parce qu'elle a négligé de détruire des bons d'achat.

Ce pourrait être sinistre. Or, le film de Stéphane Brizé ne l'est pas, porté par la maîtrise d'un cinéaste qui invente dans chaque scène avec une empathie et une énergie confondantes.

Et puis, il y a Vincent Lindon, seul acteur professionnel du film, qui livre une composition hallucinante de vérité et de précision. S'il ne dévoile pas tous les secrets de fabrication de "La

Loi du marché", que Brizé a filmé comme un documentaire, le comédien livre ici les clés d'un rôle sans équivalent.



(Philippe Quaisse pour "L'Obs")

L'Obs. Quatre ans après "Pater", le film d'Alain Cavalier, vous êtes de nouveau en compétition à Cannes. Heureux ?

Vincent Lindon. Oui, je suis fou de joie ! Pour le film, pour le metteur en scène et pour tous les gens qui ont fait le film. Je me rappelle les mots d'aînés qui me disaient de profiter de la vie, ce que je ne comprenais pas. Et c'est ce que je ressens aujourd'hui. Tout ce qui s'est passé et se passera entre le 20 avril et la fin mai, personne ne me le volera. Un film comme "la Loi du marché", on a envie que le plus de gens possible le voient, et pour ça, il n'y a rien de mieux que Cannes.

C'est votre troisième film avec Stéphane Brizé. Comment le projet est-il né ?

- Stéphane et moi, nous nous aimons énormément, et pas d'un amour de métier. Il me parle souvent de son désir d'un cinéma différent, qui serait à inventer. Un jour, je reçois le scénario d'un film, accompagné du DVD d'un reportage réalisé par l'auteur. Dans ce reportage, un instant m'a saisi, j'aurais du mal à le décrire aujourd'hui... En fait, j'ai vu un type, employé dans un grand magasin, et je me suis dit que j'avais envie d'être ce type à l'écran.

J'appelle Stéphane, je lui en parle, long silence, et puis : "Tu me fais une blague, là ?" Lui aussi tournait depuis des années autour de cette figure, il réécoutait sans cesse l'enregistrement d'une émission de radio où il avait repéré un personnage de même nature. Dans le reportage comme dans

l'émission, il s'agissait d'un homme qui est confronté à un choix essentiel : doit-il ou non plier, aller contre sa morale ? Finalement, il tient bon.

J'ai pensé au film de King Vidor "le Rebelle", avec Gary Cooper, qui m'obsède. Stéphane a écrit trois pages, il était évident que le sujet lui permettrait de tester le dispositif auquel il pensait, nous sommes allés trouver le producteur Christophe Rossignon, nous avons décidé de produire le film tous les trois, sans prendre de salaire mais en payant tous les autres normalement. Nous avons une envie folle de ce sujet, mais pas seulement : l'histoire est l'élément le plus important d'un film, mais une fois qu'elle est arrêtée, le désir de se retrouver, de passer du temps ensemble, compte au moins autant.

Comment avez-vous approché le personnage de Thierry ?

- J'ai toujours été convaincu que les grands rôles, au cinéma, passaient avant tout par la conviction que le personnage fait bien son métier, quel qu'il soit. Comment fait-il ce qu'il a à faire ? Je n'ai pas lu des milliards de livres, je voyage peu, mais je passe mon temps à observer et tout ce que je vois me sert. Cet appartement où nous sommes en ce moment, je sais qu'il va me rester en mémoire et qu'il ressortira un jour... Un personnage peut partir d'un geste : si je dois jouer un type qui se sert d'un talkie-walkie, je connais les gestes des gens qui ont l'habitude d'utiliser ce genre d'appareil, qui ne sont pas ceux que vous feriez naturellement.

Jamais je n'avais autant travaillé que pour ce rôle, je me suis posé toutes les questions imaginables sur le personnage : comment marche-t-il, a-t-il une petite bedaine ou est-il musclé, ceinture ou pas, tatouages ou pas, tee-shirt sous la chemise ou non, parle-t-il doucement, est-il usé ou "inoxydable", est-il fumeur ? Je réfléchis seul, puis j'en parle avec Stéphane. Pour la cigarette, nous avons fait un essai, ça n'allait pas. La moustache, je l'avais déjà, nous avons décidé de la garder.

La façon de parler est essentielle, je me suis interdit certains mots, certaines expressions. Comment Thierry dit-il "Bonjour, Monsieur le directeur" ? Je peux le dire sur différents tons, ce n'est pas la question, non, ce qui est essentiel est qu'il supprime le "bon" de "bonjour", il dit "jour, Monsieur le directeur", en tendant la main, le bras

à demi plié, comme s'il redoutait de prendre trop de temps et d'espace. En tout cas, Thierry n'est pas le genre de personnage à faire des selfies!

Vous voyez énormément de films. Est-ce qu'ils vous servent aussi ?

- Depuis 2004, je passe ma vie à voir des films. Depuis que j'ai découvert "Haute Pègre", de Lubitsch. Alors, forcément, il y a des trucs qui déboulent, de James Cagney, de Gabin, d'Errol Flynn... Avant "moteur" et après "coupez", c'est conscient, entre les deux ça ne l'est pas, c'est subliminal, et c'est le plus souvent après avoir joué que je m'en aperçois.

Mais là, par exemple, une phrase de Gabin dans "le Quai des brumes" m'est venue à l'esprit : dans une scène du début, le type avec qui Gabin vient de se bagarrer lui offre une cigarette, puis lui propose de garder le paquet. Gabin dit qu'il ne peut pas accepter, le type ajoute qu'il en a un autre et Gabin répond : "Alors comme ça, ça va." J'ai pensé à cette réplique, je ne l'ai pas prononcée, mais elle m'a aidé.

Est-ce que jouer avec des non-professionnels modifie votre approche ?

- Ça ne change rien. La concentration est la même, c'est aussi passionnant, aussi facile et aussi difficile. Quand je joue la comédie, mon obsession est la place de la caméra, qui doit être celle d'où l'on voit le mieux.

Les répliques étaient-elles écrites ?

- Avant le tournage, Stéphane m'a donné un scénario où tout était écrit au rasoir. Il me l'a repris le lendemain... et je ne l'ai plus revu. Stéphane a refusé de me le rendre. Pendant le tournage, chaque soir, Stéphane m'appelait pour dire qu'il avait oublié de me donner les scènes du lendemain (tu parles, qu'il avait oublié !) et qu'il me les faxait. Je recevais un genre de feuille de route : "Rendez-vous au Pôle Emploi, tu dis que tu as travaillé sur telle machine, je te préviens que le type en face de toi a du répondant..."

Je me disais que jamais je ne pourrais retrouver des répliques comme celles qu'il avait écrites, eh bien, quand j'ai vu le film et que j'ai eu de nouveau accès au scénario, je me suis aperçu que les dialogues étaient pratiquement identiques. "A l'origine, j'ai travaillé sur cette machine" est peut-être devenu "Au début, j'ai travaillé sur cette machine", mais c'est tout. Les phrases

s'imposaient d'elles-mêmes.

Est-il arrivé que le metteur en scène cherche à vous surprendre en plein tournage ?

- Dans une scène, je l'ai entendu me dire : "Tu poses ton talkie et tu sors", ce qui n'était pas prévu. Et là, tout se joue en un dixième de seconde : Thierry ne connaît pas sa décision avant de l'avoir prise et il la prend en un instant. Après, c'est le métier qui parle : sortir, d'accord, mais sans casser l'axe de la caméra, marcher c'est facile, mais en sachant que la caméra vous suit, ouvrir la porte, tout le monde peut le faire, mais prendre soin qu'elle ne se referme pas devant la caméra, et ainsi de suite.

Certains parlent d'improvisation, mais ce n'est pas ça, il faut le jouer : la caméra crée la schizophrénie, je suis Thierry, je suis moi qui fais Thierry, je suis moi qui vois Thierry, je suis Thierry qui se demande qui est ce mec qui le joue.



"Thierry n'est pas le genre de personnage à faire des selfies". (Diaphana)

Thierry est chargé de repérer les vols avec des caméras de surveillance, puis d'interpeller les gens. Comment avez-vous abordé ces scènes ?

- J'ai procédé à de vraies interpellations avec d'authentiques vigiles dont c'est la fonction, et

qui jouent aussi dans le film ! Ceux que l'on arrête sont sous le choc, ils ne remarquent rien, et avec ma moustache et mes cheveux longs il y avait encore moins de risques qu'ils me reconnaissent. A certains, nous avons demandé de rejouer la scène, cette fois-ci en la filmant. Et ce ne sont pas forcément les scènes qui ont exigé le plus de prises...

Vous dites souvent que vous cherchez à convaincre. De quoi souhaitez-vous convaincre les gens avec ce film ?

- Convaincre et fédérer, oui. J'adore quand les gens changent d'avis, j'adore quand ça m'arrive à moi. Ce film exprime ma façon de faire de la politique. J'aurais pu probablement faire un autre métier où j'aurais aidé les gens. Mais je fais du cinéma en espérant que les films laissent une trace dans le cerveau des spectateurs, sinon je ne serais jamais qu'un petit mecton. Je voudrais que les gens s'interrogent sur leur propre comportement dans le monde d'aujourd'hui, que dans certaines circonstances ils décident de le modifier. Si leurs voisins de l'étage au-dessus font du bruit un soir, qu'ils renoncent à râler, ça commence là !

Les réponses politiques sont individuelles, j'en suis profondément convaincu. Le cinéma sert aussi à cela, sans que les spectateurs en aient conscience forcément. J'ai vu "les Dents de la mer" assez tard, à 18 ans, ça ne m'a pas marqué particulièrement ; seulement, depuis, je suis incapable de me baigner la nuit. Alors, voilà, si "la Loi du marché" laisse dans l'esprit des spectateurs une trace aussi forte et décisive que celle qu'a imprimée en moi le film de Spielberg, ça me va.

Propos recueillis par Pascal Mériageu

nouvelobs.com

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Claude Guéant renvoyé en correctionnelle dans l'enquête sur les primes en liquide au ministère de l'intérieur

LE MONDE | Par Gérard Davet, Fabrice Lhomme et Simon Piel



Claude Guéant, lors de sa convocation devant les juges pour une vente présumée fictive d'un de ses tableaux, à Paris le 7 mars. THOMAS SAMSON / AFP

Au terme d'une longue enquête préliminaire, déclenchée en juin 2013, le parquet national financier (PNF) a informé les avocats, mardi 26 mai, qu'il renvoyait devant le tribunal correctionnel, dans l'affaire des primes de cabinet, l'ancien secrétaire général de l'Élysée Claude Guéant et l'ex-préfet de police de Paris Michel Gaudin – aujourd'hui directeur du cabinet de Nicolas Sarkozy. Trois autres préfets, ex-membres de l'ancien cabinet de M. Sarkozy, sont également cités directement devant le tribunal : Daniel Canepa, Michel Camux et Gérard Moisselin.

M. Gaudin est renvoyé pour « détournement de fonds publics », M. Guéant pour « recel » et « complicité » de ce délit et les trois préfets pour « recel ». Il s'agit de ces importantes sommes d'argent liquide, normalement destinées aux frais d'enquête de la police, que M. Guéant, avec la bénédiction de M. Gaudin, alors directeur général de la police nationale (DGPN), aurait détournées à son profit lors du premier passage de M. Sarkozy au ministère de l'intérieur (2002-2004). M. Guéant, qui dirigeait alors le cabinet de M. Sarkozy, a reconnu avoir utilisé ces fonds en espèces, des années plus tard, pour ses dépenses personnelles.

Selon les éléments de l'enquête judiciaire

auxquels Le Monde a eu accès, c'est une perquisition, effectuée le 27 février 2013 dans le cadre de l'instruction sur un supposé financement libyen de la campagne 2007 de Nicolas Sarkozy, qui a permis aux policiers de découvrir chez M. Guéant une série de factures suspectes.

Elles témoignent d'importants règlements en espèces, correspondant aux achats d'équipements pour son appartement : 9 757 euros chez Darty, 10 000 euros aux cuisinistes Chartier, 1 860 euros aux meubles Rambault, 13 600 euros à la société Esprit Maison... Total des dépenses : 47 434 euros rien qu'entre 2006 et 2009. Selon une synthèse des enquêteurs, M. Guéant aurait disposé de 119 000 euros en espèces sur la même période.

Interrogé par les policiers, le 6 mai 2013, M. Guéant a dû justifier la provenance de cet argent liquide. Nommé directeur du cabinet de M. Sarkozy place Beauvau, en mai 2002, il avait trouvé la dotation officielle, c'est-à-dire les primes permettant d'améliorer son salaire, un peu trop « étriquée »... Et déniché une solution : « La décision a donc été prise de conforter cette dotation par un complément venant des frais d'enquête et de surveillance. » Des fonds pourtant destinés aux policiers de terrain, afin de leur permettre, par exemple, de rémunérer leurs informateurs.

« Quel con j'ai été »

« Les sommes m'étaient remises par le directeur général de la police nationale de l'époque, Michel Gaudin. Il me remettait la totalité de 12 000 euros (par mois) et c'est moi qui assurais la répartition », a encore expliqué M. Guéant, avouant qu'il gardait 5 000 euros pour lui-même et concédait le reliquat à ses collaborateurs, MM. Camux, Canepa et Moisselin. Le système a perduré jusqu'en mars 2004. Comme l'a noté un rapport de l'Inspection générale de l'administration rendu en juin 2013, le budget officiel des indemnités accordées a ainsi augmenté de 300 % entre 2002 et 2005, passant de 434 000 euros à 1,3 million d'euros, pour se stabiliser autour de 1,5 million annuel.

Saisi de l'enquête, le PNF a pu avoir accès aux interceptions téléphoniques ordonnées après que la ligne de M. Guéant a été placée sur écoute dans le cadre de l'instruction sur le financement libyen. « Quel con j'ai été de garder des factures ! Franchement », lance M. Guéant lors d'un échange téléphonique avec M. Gaudin le 13 juin

2013, en référence aux documents découverts par les enquêteurs lors de la perquisition à son domicile. « C'est pour ça que là, on pourrait peut-être se voir... Discrets », lui répond l'ancien DGPN.

La discussion vient ensuite sur la défense commune à tenir, les deux hommes souhaitant, pour reprendre l'expression utilisée dans une autre conversation par M. Gaudin, ne « pas se prendre les pieds dans le tapis ». Ce 13 juin 2013, si M. Guéant a déjà été entendu par les policiers, M. Gaudin, lui, doit être auditionné quelques jours plus tard par les magistrats de la Cour des comptes, ce qui l'inquiète : « C'est plus embêtant presque d'être convoqué par la Cour des comptes que par la justice judiciaire », lâche-t-il. « Mais enfin, sauf que là, moi je t'avais demandé un truc, tu l'as fait, donc tu es complètement à l'abri », tente de le rassurer M. Guéant.

« Cette affaire n'est pas simple »

En tout cas, les deux hommes sont décidés à se concerter. « Il faut clairement dire que c'était essentiellement pour des flics et puis que toi, t'en as gardé un petit peu ! Tu ne peux plus maintenant dire autre chose ! », lance M. Gaudin. « Oui, oui », approuve M. Guéant, qui ajoute toutefois : « J'ai déjà déposé devant la PJ [police judiciaire]. Je suis obligé de m'en tenir à ce que j'ai dit... »

Sollicités, ni M. Guéant ni M. Gaudin n'ont souhaité s'exprimer. « Ce n'est pas un vol à l'étalage, cette affaire n'est pas simple et mérite au moins quelques investigations de la part d'un juge », a estimé de son côté Me Jean-Yves Dupeux, conseil de M. Guéant. Mais le parquet financier a fait un autre choix : estimant les faits caractérisés, le PNF a décidé de citer directement en correctionnelle MM. Guéant et Gaudin plutôt que de confier l'affaire à un juge d'instruction. Le parquet a cependant permis à la défense l'accès au dossier, ce qui n'est généralement pas le cas lors d'une enquête préliminaire. Le procès est programmé à partir du 28 septembre.

lemonde.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Christian Paul : « La défiance naît du non-respect des engagements »

Par Stéphane Allès

Candidat face à Jean-Christophe Cambadélis, le député de la Nièvre tire les premiers enseignements du vote des motions, où le texte qu'il défendait a recueilli près de 30 %, revient sur les enjeux du congrès de Poitiers, les perspectives incertaines de la gauche de gouvernement, et son souhait de voir émerger une « prochaine gauche ».

Et maintenant ? Après le vote des motions par les militants du PS, où le texte signé par Manuel Valls et Martine Aubry derrière Jean-Christophe Cambadélis a obtenu une nette majorité, le congrès de Poitiers (5-7 juin) pourrait être l'occasion de lancer le « deuxième temps » du quinquennat. Candidat au poste de premier secrétaire lors d'un second vote militant ce jeudi, Christian Paul ne cache pas sa circonspection face à la période politique qui s'ouvre.

Premier signataire de la motion B (réunissant les ailes gauche du PS et le collectif « Vive la gauche » de parlementaires dits frondeurs) qui a recueilli près de 30 %, le député de la Nièvre revient dans un entretien à Mediapart sur les premiers enseignements du vote militant, les enjeux d'un congrès dont il regrette l'absence de « clarification du sens politique », et les perspectives incertaines de la gauche de gouvernement, et son souhait de voir émerger une « prochaine gauche ».

Lors du vote des motions, votre texte a recueilli les suffrages de près de 20 000 militants. Soit environ le même nombre que la principale motion contestant l'orientation majoritaire du PS, congrès après congrès, depuis l'après 21-Avril 2002. Comment expliquez-vous ce statu quo ?

Évidemment, je prends acte du résultat, tout en notant que l'abstention militante extrêmement forte résonne comme celle des Français. Mais dans ce paysage douloureux de désaffiliation socialiste massive, ces 20 000 voix ne sont pas rien dans ce moment politique.

Il n'y a de toute façon ni gagnant ni perdant, quand tant de militants s'abstiennent. Ce qui doit nous obliger et nous obséder, c'est l'urgente

revitalisation du PS. Il parle une langue ancienne, quand le pays réclame une parole vivante dans la cité. Comment continuer d'être un parti majoritaire malgré une base réduite, sans se redonner une capacité attractive ? Je reste persuadé qu'il y a aujourd'hui une demande alternative à l'intérieur du parti, et l'on retrouve cette exigence dans toutes les motions.

Il y a certes une motion majoritaire, mais pas de clarification du sens politique de cette période. Et je suis certain qu'il y aura dans les semaines et mois à venir, au sein du parti, des majorités d'idée à géométrie variable qui surprendront, en ce qu'elles transgresseront les clivages peu lisibles de ce congrès.



Christian Paul © Reuters

On peut évoquer la baisse des effectifs, les réflexes légitimistes, le poids des élus sur le parti... Mais le PS n'est-il pas simplement un parti fidèle à l'orientation gouvernementale menée depuis trois ans ?

Le PS subit, mais n'inspire pas. L'ambition démocratique de ce congrès aurait dû être bien plus forte. À nous de l'incarner. Chacun doit apparaître à visage découvert, et non se réfugier derrière une motion paravent qui occulte les idées. La façon dont s'est déroulé le congrès jusqu'ici ne convainc pas grand monde sur le fond. Je ne parle pas de triche, ça n'est pas le sujet, mais de l'influence organisée sur les militants. Dans ce congrès, la conservation de l'appareil l'emporte jusqu'ici sur la sincérité des idées.

Je préfère les débats à ciel ouvert au huis clos. Les Français auraient pu constater la qualité des échanges et l'image du PS en serait sortie améliorée, voire grandie. Le peuple de gauche aurait pu y reconnaître ses préoccupations. Or la manière dont on conduit un congrès dit beaucoup de la conception du parti de chacun. Et aujourd'hui, le premier parti de la gauche française n'échappe pas à la défaillance

démocratique nationale.

Finalement, au vu de vos pedigrees respectifs, Jean-Christophe Cambadélis n'est-il pas un candidat plus idoine que vous pour être le premier secrétaire qui verrouille le parti et l'aligne derrière le gouvernement ?

Vous désignez probablement ses qualités aux yeux de quelques-uns... Nous sommes les socialistes, pas un parti d'extrême gauche ou un petit parti. Il faut enfin cesser de subir son rétrécissement et son dépérissement. Cette analyse devrait être partagée par tous les dirigeants, même si nous avons des passés militants différents. Et une vision différente de l'avenir de la gauche !

Nous n'en sommes encore qu'au commencement de quelque chose, une transition, une nouvelle étape dans le grand livre de la gauche. Ce que nous portons ne saurait se résumer à une fronde ou à une contestation, car cela exprime les interrogations d'une majorité de citoyens engagés à gauche et de militants.

Se contenter de dire : « Il faut soutenir le gouvernement », et pour certains, tenter en même temps de réorienter la politique de Manuel Valls sera un exercice difficile. Lors de ce congrès, on n'a pas pu approfondir les débats menés à l'Assemblée nationale depuis un an. Encore ce dimanche, François Lamy (très proche de Martine Aubry, ndlr) a tweeté : « Pas de doute : ce n'est pas la ligne de Jean-Marie Le Guen qui a gagné ». Tout est dit en cent quarante caractères.

En fait, sont désormais seules en présence deux grandes options au sein de la gauche de gouvernement. Elles se sont cristallisées depuis l'arrivée de Manuel Valls à Matignon, qui a sans doute été un contresens historique, et les départs du mois d'août après Frangy-en-Bresse : d'un côté une ligne social-libérale assumée, de l'autre, une gauche de transformation, prolongeant le projet socialiste de 2011, où l'on trouve une bonne partie des engagements et des idées de la "prochaine gauche". À Poitiers, j'en suis sûr, l'une comme l'autre s'exprimeront.

Changeriez-vous quelque chose à votre campagne de congrès, si c'était à refaire ? Notamment votre ton finalement très légitimiste, demandant l'application du programme de François Hollande de 2012...

Jusqu'ici, on peut demander des changements profonds dans la politique menée par François Hollande et le retour à ses engagements sans se trahir soi-même et sans manquer à la loyauté ! Il y a plusieurs sortes de congrès. Ceux de "routine", comme à Toulouse en 2012 ou de Brest en 1997, ceux de "leadership" comme à Reims en 2008 ou Rennes en 1990, ceux d'"orientation" comme à Dijon en 2003 ou au Mans en 2005. Aujourd'hui, nous sommes dans un congrès d'"orientation", en pleine tempête politique et institutionnelle et à deux ans d'un renouvellement électoral présidentiel à très haut risque. Du coup, ce congrès s'est retrouvé percuté par l'argument légitimiste.

Clairement, nous nous sommes inscrits de façon responsable dans la volonté de sauver la fin du quinquennat, car si celui-ci se termine par un échec, la gauche sera au placard pour longtemps ; et l'on connaît les projets de la droite. C'est donc un enjeu stratégique pour nous, qui n'épuise pas notre volonté de voir émerger une "prochaine gauche". Mais il aurait été trop facile de se détacher du réel et de la menace immédiate qui pèse sur l'avenir de la gauche.

Cela nous a conduit, à notre corps défendant, à jouer les pompiers et à se sentir aussi comptable de l'urgence. Mais la gauche de transformation ne se résume pas aux deux ans à venir. Son projet s'affirme depuis quelques mois. La droite et l'extrême droite piaffent pour le pouvoir. Nous n'avons pas souhaité être dans l'après-Hollande, par respect pour ceux qui croient encore à la gauche. Mais il est certain qu'il faudra élever le niveau de jeu, à commencer par Poitiers, lors de

Si on veut que ce congrès ne soit pas un mauvais souvenir pour tous, il faut qu'il y ait des confrontations d'idées. C'est aussi le sens de ma candidature face à Jean-Christophe Cambadélis. On ne dirige pas un parti grâce à l'habileté des textes. Je défends une éthique de la politique pour la clarté des idées, le respect des engagements, face à la fracture civique actuelle. Je reste persuadé que la défiance naît de l'impuissance et du non-respect des engagements. Ce qui va se passer après le congrès sera révélateur, de la sincérité des choix et de la capacité du PS à

retrouver un rôle... Ou pas.

Comment croire à un "deuxième temps" du quinquennat, où le gouvernement infléchirait à gauche sa politique, quand depuis le vote du congrès le CV anonyme a été abandonné, le 49-3 est déjà brandi pour la loi Rebsamen, et un nouveau report a été annoncé pour la mise en œuvre du compte pénibilité ?

Mon devoir est de tout faire pour que ces deux années soient efficaces, avec une empreinte sociale forte. J'en sais les difficultés. Mais quand nous défendons des projets palpables, concrets, sur des problèmes vécus, les regards se tournent vers nous. Les amendements de Benoît Hamon sur le burn out seront, je l'espère, soutenus par tous. De même, je poursuis mon combat contre la « rente bancaire » et les frais prélevés sur tous les Français.

La loi Rebsamen sur le dialogue social est typique d'une méthode de gouvernement qui contribue à inquiéter les Français et à déboussoler l'électorat de gauche. Avant la loi, on redoute des entailles sérieuses au droit du travail. Finalement, quand le texte est présenté, il pêche plus par ce qu'on n'y trouve pas que sur ce que l'on y trouve. Puis le compte pénibilité, qui était la mesure ayant permis à de nombreux députés socialistes de voter la réforme des retraites, est encore reporté. Il ne faudrait pas que nous bradions l'une des potentielles avancées sociales du quinquennat.

Comme pour l'abandon du CV anonyme, cela montre que le dialogue avec le parti existe peu, car ces choix n'ont pas été débattus au PS. D'autres moments de vérité vont arriver, notamment le retour de la loi Macron à l'Assemblée, et encore plus précisément le travail du dimanche. Il est urgent de rechercher un compromis entre le PS – toutes les motions le demandent – et le gouvernement. Puis il y aura le débat budgétaire, et l'opportunité d'engager la réforme de justice fiscale attendue et le redéploiement des milliards du pacte de responsabilité. Je n'imagine pas que les débats aillent à l'encontre des orientations des quatre motions soumises au vote des militants, convergentes au moins sur ces points.

Mais imaginons que tout aille dans le meilleur des mondes possibles jusqu'en 2017, tel qu'imaginé par la motion A de Jean-Christophe Cambadélis et Martine Aubry. Pensez-vous que cela permettra de retrouver

les sympathisants qui se sont éloignés, à force de renoncements sur les libertés publiques, les discriminations et les quartiers populaires, les droits des migrants, l'environnement... ?

Pour reconquérir le cœur des Français et l'adhésion des militants politiques, non, ça ne suffira évidemment pas. Nous insistons sur la bataille économique, contre le chômage de masse qui ne baisse pas, les choix fiscaux et budgétaires, le rapport de force en Europe, face à l'austérité et à la rigueur. Mais je sais aussi que dans les domaines que vous évoquez, les choix et des paroles déçoivent et déconcertent. Et si nous ne menons pas une offensive politique, avec des principes et des actes, nous perdons tout crédit dans la société.

Le PS doit s'armer pour répondre à ces grands enjeux, et surtout avec les citoyens. Si l'on prend l'exemple du 11-Janvier, nous n'avons pas profité de la fécondité de ce moment pour en obtenir le meilleur. Dès janvier, nous avons avancé l'idée d'un "plan République". On aurait pu imaginer la tenue de forums et de débats participatifs, non pour imposer, mais pour reformuler à l'échelle du pays le sens actuel des valeurs de la République, de la laïcité. Pas sur un mode technocratique, mais aussi en questionnant le maillage territorial, celui des services publics du XXI^e siècle et les inégalités qu'il génère. Ce n'est pas seulement lié à un point ou non de croissance en plus. On a l'impression qu'on a tout misé sur ce seul objectif...

Durant ce congrès, nous avons tenté de faire entendre notre voix sur la politique d'accueil des migrants, la lutte contre le contrôle au faciès, le fonds d'interpellation citoyenne, la loi renseignement ou le manque d'ambition de la transition écologique. Ces questions sont au cœur de l'identité de la gauche, qui doit imprimer un élan sur ces questions. Là, on a décidé sans ou contre la société mobilisée. Et le langage techno et les effets de communication nous détachent de ce que nous avons élaboré dans l'opposition. Nous devons retrouver l'intelligence de parler avec cette société mobilisée, de miser sur la société créative, de ne pas nous contenter d'administrer le réel à court-terme. Car le pragmatisme ne peut suffire, à lui seul, à remplacer le socialisme.

Notre projet en 2011 reposait sur une puissance publique forte et notre capacité à mobiliser les Français pour les transformations à réussir. C'est

plus que jamais d'actualité ! Le marché ne peut pas tout. Or aujourd'hui, la puissance publique est faible, on l'a vu avec la loi bancaire. Les conférences sociales ont montré les limites de notre capacité à mobiliser la société. Je ne me résous pas à ce que les titres des livres qui en 2017 relateront cette période se résument à « la gauche sans ambition ».

Que vous inspirent les victoires de Podemos en Espagne, du point de vue de l'innovation politique, et celle de Syriza, en termes de pratique du pouvoir ?

Je ne partage pas du tout la peur de Jean-Christophe Cambadélis à l'égard de ce qui se joue là-bas. Il est bon de noter que les socialistes espagnols (PSOE) n'ont pas attendu Podemos pour perdre des élections. Mais seul un projet de gauche pour la gauche rassemblée permettra l'alternance, comme dans les grandes villes ces jours-ci. Le PSOE peut gagner les prochaines législatives, s'il parvient à réunir la gauche. De la même façon, quand le Pasok s'est effondré, personne ne doit regretter que Syriza ait pris le pouvoir.

En tout état de cause, chaque pays a son histoire et le transfert de concept politique n'est pas automatique. Mais ça doit nous interroger sur les exigences démocratiques et les fortes attentes sociales, ici comme là-bas ! Ce qui se passe en Espagne ringardise d'ores et déjà les habiletés du congrès de Poitiers. Cela doit nous encourager à faire vivre les « valeurs agissantes » et les « offensives concrètes » sur des nouvelles formes de militantisme et d'association avec les citoyens. Et cela demande de l'authenticité.

Je ne suis pas dupe de positionnements tactiques de certains chez Podemos ni de la facilité de certains discours quand on n'exerce pas le pouvoir. Mais quand ils s'adressent au peuple, ils sont compris, et répondent concrètement à la vie réelle des gens. Il n'y a aucune raison de les diaboliser !

Pensez-vous que la prophétie de Manuel Valls sur la possible mort de la gauche est derrière-vous ? N'y a-t-il pas nécessité de clarifier les ambiguïtés à gauche, de façon plus claire qu'elles ne l'ont été lors de ce congrès ?

Pour le dire plus clairement encore, un centre-gauche "démocrate" est-il encore conciliable

avec une “gauche de gauche” ?

La confrontation des gauches au sein du PS existe. Le cacher serait stupide, l'exploiter serait suicidaire. L'issue n'en est pas connue. L'exercice du pouvoir ne respecte pas la trajectoire dessinée au PS avec Martine Aubry, ni même durant les primaires. Aujourd'hui, la messe n'est pas dite. Les élections de 2017 donnent une indication en vraie grandeur. Avant comme après l'élection présidentielle, ce débat aura lieu. Je ne cois pas à l'assise populaire et électorale de ceux qui veulent faire une OPA libérale sur la gauche.

À coup sûr, l'analyse selon laquelle la vie politique serait désormais dictée par le tripartisme est une vision paresseuse et inexacte de la situation, qui aurait pour seul avantage de vouloir rassembler sans débattre. Il s'agit en réalité d'un déni de réalité vis-à-vis d'une quatrième galaxie bien présente, qui est celle d'une gauche de gauche pouvant représenter de 10 à 15%. L'ignorer serait se condamner à devenir un petit parti de centre-gauche sans allié. Je plaide pour que l'on travaille à une « grande gauche ».

Jean-Christophe Cambadélis parle de la nécessité d'un nouvel Epinay, mais je crains fort que nous soyons en 1958 plutôt qu'en 1971. Saurons-nous raccourcir les étapes ?

mediapart.fr

V) La Cour des comptes épingle le dérapage budgétaire de l'Etat

Marc Lomazzi



La Cour des comptes estime que la France n'a pas respecté ses engagements en matière de déficit budgétaire. Elle met en cause la sincérité de ses prévisions de recettes fiscales. Thomas Samson

L'Etat vient de se faire taper sur les doigts comme n'importe quel mauvais élève. Motif : Dans son rapport sur le budget de l'Etat en 2014, rendu ce mercredi, la Cour des comptes reproche à la France de n'avoir pas tenu ses engagements.

En cause, des «recettes fiscales surestimées» et des dépenses «trop souvent sous-calibrées» qui n'ont pas permis à l'Etat de tenir les engagements pris, en particulier, auprès de la Commission de Bruxelles.

Dérapage budgétaire

Au final en 2014, le déficit de l'Etat s'élève à 85,56 milliards d'euros, soit 3,9% du PIB au lieu des 3,6% espérés. Il dépasse le produit net de l'impôt sur le revenu acquitté par les Français, d'où une nouvelle augmentation de la dette à 1528 milliards l'an passé. Ce dérapage budgétaire s'explique par des recettes fiscales en baisse de 6 milliards, pour la première fois depuis 2009, et des dépenses en hausse alors qu'une stabilisation était prévue. Conséquence : «la réduction du déficit budgétaire de l'Etat, amorcée depuis 2010, a été interrompue en 2014».

Pénalisé par une croissance et une inflation plus faibles qu'attendues, le budget 2014 a été bâti sur des prévisions macro-économiques «optimistes» que l'Etat a tardé à corriger. Les auteurs du rapport de la Cour épinglent à nouveau le gouvernement qui «s'est abstenu d'ajuster plus fortement les dépenses, ce qui aurait permis de contenir le dérapage budgétaire».

La sincérité des prévisions de recettes fiscales mise en cause

Une erreur initiale aggravée donc par des recettes gonflées. En réalité, elles ont été plus faibles qu'annoncées à cause notamment de l'entrée en vigueur du crédit d'impôt en faveur de la compétitivité des entreprises (CICE) qui a coûté 6,5 milliards en 2014. Sur ce point, la Cour des comptes sort les griffes. «L'ampleur de l'écart entre prévision et exécution soulève, comme en 2013, bien qu'à un degré moindre, la question de la qualité et de la sincérité des évaluations de recettes fiscales.»

Seule bon point distribué par la Cour, «les dépenses du budget général sont inférieures de

6,34 milliards d'euros aux dotations de la loi de finances initiale». Conformément aux promesses, par rapport à 2013, «les dépenses du budget général ont été stabilisées». Malgré tout, la Cour dénonce des «sous-bugétisations persistantes», en particulier, dans le secteur militaire et des opérations extérieures, voire des «irrégularités» comme le manque de transparence des opérations liés au capital d'Airbus ou de PSA.

Pour 2015, la Cour prévient déjà que des «risques pèsent sur les recettes fiscales avec notamment une incertitude sur la montée en charge du CICE et les modalités de financement du Pacte de responsabilité et de solidarité». De même, la Cour des comptes tire la sonnette d'alarme sur des dépenses sous-évaluées en 2015 dans la défense et l'enseignement scolaire tandis que «l'abandon de l'écotaxe poids lourds pose la question du financement des investissements en matière de transport».



A Suivre...
La Presse en Revue